

----- Message transféré -----

De : **parigot** <parigot@pps.univ-paris-diderot.fr>

Date : 17 septembre 2013 10:29

Objet : [Ufr-membres] Contrat Vinci - Paris 7: version "publique"

À : ufr-membres@math.univ-paris-diderot.fr

Bonjour,

Comme promis lors de la réunion de vendredi, j'ai mis en ligne la version dite « publique » du contrat de partenariat (accompagnée de son annexe 1 : le programme fonctionnel des bâtiments). Celle-ci a été versée par l'université dans le recours au Tribunal Administratif le 9 mai 2012. Cette version « publique » est restée secrète jusqu'à cette date et même le CA qui a approuvé le contrat en juillet 2009 ne l'avait pas eue.

<http://www.amiante.eu.org/Autres/Vinci/Contrat/>

La lecture de ce genre de littérature étant fastidieuse, je me permets de vous signaler ci-dessous quelques éléments intéressants qu'on trouve dans cette version « publique » du contrat.

Bonne lecture.

Amicalement

Michel

* * * *

1) L'ampleur de la confidentialité :

i) 18 des 25 annexes sont considérées comme entièrement confidentielles (cf page 7 du contrat). Cela inclut l'annexe 2 : « Descriptif technique des bâtiments et plans « architectes » » et même l'annexe 20 : « Programmes de formation du personnel de l'Université ». Si on omet les annexes qui sont des documents préexistants au contrat, comme les documents réglementaires de la ZAC (annexes 3,4,5), on s'aperçoit qu'en pratique toutes les informations ayant trait au contenu du contrat sont confidentielles.

ii) Les définitions de 33 termes ou expressions utilisés dans le contrat sont considérées comme confidentielles et, dans quatre cas, les termes ou expressions sont eux-mêmes considérés comme confidentiels (pages 9-24 du contrat).

Sont par exemple confidentiels ce qu'est un « Changement Défavorable Significatif », le « Montant des Travaux (MT) », le « Montant des Prestations de Maintenance-Exploitation » et les différents taux d'intérêt utilisés. Mêmes certaines définitions concernant les surfaces utiles des bâtiments : SUMBATIMENT, SUMLOCAL, SUMSECTEUR, sont considérées comme confidentielles.

iii) Toutes les clauses financières et de partage de risque sont considérées comme confidentielles, y compris le montant des travaux et le montant des loyers payés par l'université.

En fait l'ampleur de la confidentialité opposée sur les clauses du contrat et ses annexes ne permet de comprendre à la lecture de la version « publique », ni son objet précis, ni son coût réel.

En règle générale, la CADA (Commission d'accès aux documents administratifs) estime que la confidentialité ne s'applique pas aux éléments d'information permettant de connaître le coût du service public, mais pour les PPP, il fait exception au motif que les clauses financières « *comportent*

une très forte valeur ajoutée ».

2) Le caractère exorbitant du droit public :

i) Tout les différends concernant l'exécution du contrat (pendant les 27 ans du contrat) seront réglés par un recours exclusif à un tribunal arbitral privé (article 43.4 du contrat, page 83), les sentences arbitrales étant « *insusceptibles d'appel* ».

ii) L'université est engagée pour 27 ans à payer pour ces bâtiments. Au cours de ces 27 ans, l'utilisation pourra changer et nécessiter des modifications importantes. L'article 35.2, lui donne la possibilité de demander au partenaire privé de faire ces modifications. Mais le prix de ces modifications (coût propre et impact sur le loyer) et les conséquences contractuelles sont fixés par le partenaire privé et en cas de « *désaccord sur le chiffrage et les conséquences contractuelles* », la seule possibilité pour le partenaire public est de s'en remettre à l'avis d'un « *Expert Indépendant* » et in fine à la décision d'un « *Tribunal Arbitral* ».

Concrètement cela signifie que, pendant 27 ans, à chaque fois que l'Université voudra faire des modifications / aménagements dans le bâtiment elle devra payer le prix fixé par le partenaire privé sans mise en concurrence.

3) Concernant le programme fonctionnel (qui juridiquement fait partie intégrante du contrat), on peut remarquer une certaine distance entre les engagements et les bâtiments livrés. Le programme fonctionnel demande des bâtiments "*flexibles*" (et même "*élastiques*") susceptibles de s'adapter à l'évolution du monde universitaire dans les décennies à venir et allant au delà des normes de sécurité requises. A l'arrivée, on a des bâtiments, certes fonctionnels, mais dont l'utilisation est très contrainte et qui sont en deçà des normes de sécurité requises.

Programme fonctionnel, tome 3, page 4 :

"l'évolution de la demande d'enseignement et/ou de la recherche est susceptible d'induire de sensibles mutations organisationnelles. Les dispositions architecturales seront conçues pour permettre demain de telles évolutions, aussi celles-ci doivent s'avérer :

- o flexible (facilité de restructuration),*
- o évolutif (facilité d'adaptation aux innovations ou aux performances techniques)*
- o élastique (facilité d'extension)."*

Programme fonctionnel, tome 3, page 13 :

"la conception de l'ouvrage doit permettre de réaliser ultérieurement des extensions tant en plan qu'en surélévation (jusqu'en limite des règles d'urbanisme) sans devoir modifier la structure (fondations, poteaux, poutres, dalles intermédiaires et supérieure) de celui-ci "

Programme fonctionnel, tome 3, page 13, 14 : il est demandé en matière de sécurité incendie

"- un sur-classement de la stabilité au feu de la structure et de la tenue au feu des planchers si l'effectif déterminé, suivant l'arrêté du 25/5/80 modifié et dispositions particulières, est inférieur de moins de 15% à la limite du classement supérieur, ainsi qu'une accessibilité aux façades prenant en compte ce sur-classement,

- des cloisonnements et des compartimentages disposant d'un degré CF ou PF conforme à la catégorie supérieure si l'effectif déterminé est inférieur de moins de 15% à la limite du classement supérieur,
- une accessibilité aux façades conforme à la catégorie supérieure si l'effectif déterminé est inférieur de moins de 15% à la limite du classement supérieur,
- etc."

On notera aussi qu'en matière de sécurité incendie le programme fonctionnel (tome 3, page 15) spécifie que :

"Le calcul des effectifs et la détermination du classement des bâtiments sont de la responsabilité du partenaire privé."